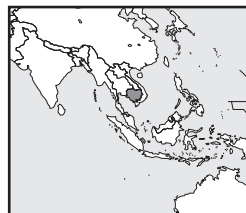


## Vers l'intégration à l'économie mondiale

THIDA C. KHUS<sup>1</sup>



Dans le cadre du programme de réconciliation nationale initié après les élections de 1993, le Cambodge a entrepris de reconstruire son économie ruinée, de transformer l'économie centralisée en économie de libre-échange et de créer un système de multipartisme de démocratie libérale. Le chemin parcouru au cours de la dernière décennie n'a pas été sans écueils, à un moment où la nation s'efforce de construire la stabilité en vue de la croissance économique et du développement social.

L'Accord de paix de Paris, fin 1991, a mis un terme au conflit cambodgien vieux de plus de vingt ans. La tourmente interne avait détruit la totalité de l'infrastructure sociale et économique du pays l'avait totalement coupé du reste de l'économie mondiale depuis 1975.

Dans le cadre du programme de réconciliation nationale initié après les élections de 1993, le Cambodge a entrepris de reconstruire son économie ruinée, de transformer l'économie centralisée en économie de libre-échange et de créer un système de multipartisme et de démocratie libérale. Le chemin parcouru au cours de la dernière décennie n'a pas été sans écueils, à un moment où la nation s'efforce de construire la stabilité en vue de la croissance économique et du développement social.

La reprise au Cambodge a été chaotique depuis le conflit armé en juillet 1997 et a été ralentie davantage par la crise économique asiatique de 1997.

Depuis les secondes élections de 1998, le Cambodge s'enorgueillit de son intégration à la communauté internationale et à la communauté économique régionale, l'ASEAN (*Association of South East Asian Nations – Association des nations d'Asie du Sud-Est*). Les prêts au Cambodge se sont accrus et l'APD (aide publique au développement) a connu une baisse. Le Cambodge a signé la plupart des traités internationaux, montrant la volonté de ses dirigeants de se conformer aux normes internationales. Toutefois, la mise en œuvre de ces normes s'est avérée difficile en raison de la faiblesse des institutions étatiques et du manque de ressources humaines.

### Situation économique

Après les turbulences de la guerre civile et de longues années d'abandon, la croissance du PIB n'a pas suivi le rythme de la croissance démographique. Le taux de croissance démographique a connu une hausse dans les zones urbaines, indiquant que la croissance du développement est concentrée dans ces zones et qu'elle attirait les travailleurs des zones rurales, comme le montrent les tableaux 1 et 2.

TABLEAU 1

Croissance du PIB au cours de la dernière décennie (%)											
ANNÉE	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
CROISSANCE DU PIB	1,2	7,7	7	4	3,9	7,8	6	2	3,5	5,1	4,8

Source: Ministère des finances

1 Avec la contribution de M. In Suon Savann

TABLEAU 2

PIB, population et force de travail 1999 - 2000			
	Unite	1999	2000
Population	Millions	11,70	12,23
Taux croissance démographique	%	3	2,36
Taux de croissance du PIB	%	5	4,5
PPIB par tête	USD	268	300
Population urbaine/totale	%	10	12
Force de travail	Millions	5	5,4

Source: Données du recensement de 1998

### Finances

Le recouvrement des impôts par les autorités gouvernementales s'est amélioré au cours de la dernière année. Les opérations du gouvernement national s'appuient néanmoins de plus en plus sur des subventions et des prêts extérieurs.

Le recouvrement de l'impôt a connu une hausse de 11% en 2001, mais est inférieure à 6% du budget planifié.<sup>2</sup> Le gouvernement a été confronté à de nombreuses difficultés dans la collecte de recettes, en raison de l'inefficacité des institutions gouvernementales. En outre, la population générale ne coopère pas en raison de sa défiance vis-à-vis de la gestion des fonds publics par les autorités gouvernementales et de l'abus de pouvoir dont font preuve les fonctionnaires. Souvent, les autorités gouvernementales n'adhèrent pas au budget approuvé par l'Assemblée nationale. Le Bureau du Premier ministre et le Ministère de la défense et de la sécurité sociale font souvent des dépassements de leurs budgets au détriment des programmes sociaux et éducatifs. Le gouvernement tente actuellement de collecter des recettes en rehaussant les taxes sur l'essence et par d'autres moyens peu conventionnels, par exemple en encourageant l'ouverture de plus de casinos et de loteries, et en s'appuyant sur les bailleurs et les prêts extérieurs. Pour le moment, le Cambodge n'est pas encore considéré comme un pays lourdement endetté, mais il le deviendra dans un futur proche si le mode actuel de gestion du gouvernement se poursuit sans réformes majeures.

2 Flash Report of the Cambodian Economy: The Cambodia Development Resource Institute (CDRI), décembre 2001.

Les institutions gouvernementales sont corrompues et opèrent essentiellement en fonction des partis politiques. Les fonctionnaires ont de faibles salaires et sont tenus de trouver d'autres sources de revenu pour entretenir leurs familles. Ceux qui en ont l'opportunité tirent profit de leur position pour collecter des fonds pour eux-mêmes et pour les politiciens qui les protègent. La pratique s'est répandue même aux enseignants qui sont contraints de soutirer des fonds à leurs élèves pour leur dispenser l'éducation de base.

La majeure partie des prêts bancaires de développement va à la construction d'infrastructures et au renforcement de la capacité des institutions publiques à gérer et à administrer les contrats étatiques. Les fonctionnaires ont actuellement tendance à s'empressement de constituer des sociétés ou de s'associer à des sociétés pour soumissionner dans les contrats étatiques. Cette situation a mené à de nombreux conflits d'intérêt dans la gestion et le contrôle des contrats.

L'épargne nationale est insuffisante en raison du manque de confiance de la population générale vis-à-vis du système bancaire. La situation a empiré parce qu'au cours des deux dernières années, les autorités gouvernementales ont fermé 11 banques. En conséquence, de nombreux déposants, dont plusieurs ONG de développement et plusieurs associations communautaires, ont perdu leurs fonds et leurs épargnes. La reprise du secteur bancaire prendra du temps. L'absence de système juridique fonctionnel rend les choses plus difficiles. Cette situation a un effet dissuasif pour les investisseurs étrangers.

Une dette nationale de plus d'un milliard de dollars US a été contractée avant 1991, durant la guerre froide, avec une dette de 800 millions de dollars US due à la seule Russie.<sup>3</sup> Entre 1993 et 2000, le total emprunté à l'Agence française de développement (AFD) s'élevait à 461,8 millions de dollars US;<sup>4</sup> ainsi que 375 millions de dollars US provenant des Agences internationales de développement, 87 millions de dollars US du Fonds international pour le développement agricole (FIDA), de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEC) et d'autres, et 81,9 millions du Fonds monétaire international (FMI).

### Situation de la population en dessous des moyennes régionales

L'indice de pauvreté du Cambodge est le plus faible des pays de l'ASEAN,<sup>5</sup> derrière le Laos et Myanmar.

TABLEAU 3

Classement Indice de pauvreté humaine (IPH) avec les pays voisins de l'ASEAN	
Pays	Valeur en % de l'IPH %
Vietnam	26,2
Myanmar	31,2
R. D. P. du Laos	40,1
Cambodge	52,5

Source: Données du recensement de 1998

En dépit de l'impact de la guerre sur les ressources humaines, l'éducation a été jusque là peu d'une faible priorité pour les autorités gouvernementales. Le taux d'analphabétisme est le second le plus faible, juste au-dessus de celui de la République démocratique populaire du Laos. Les autorités gouvernementales attendent actuellement le financement des bailleurs pour rendre opérationnel leur plan stratégique quinquennal.

3 Star Kampuchea Publication N° 5, nov-déc. 2001.

4 Ministère de la planification et Ministère de l'économie et des finances.

5 PNUD, UNESCO-PROAP, APPEAL, Basic Education for the Empowerment of the Poor, 1998.

TABLEAU 4

Taux d'alphabétisation parmi les voisins de l'ASEAN			
Pays	Deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
Vietnam	93,7	96,5	91,2
Myanmar	83,1	88,7	77,7
Cambodge	65,9	77,2	55,2
R. D. P. du Laos	56,6	69,4	44,4

Source: UNESCO, World Education Report 1998: Audit literacy rate 1996-EFA The Year 2000 Assessment, MoEYS

L'avenir du pays dépend de la bonne santé de sa population. Les tendances générales de la santé sont encourageantes, bien que davantage de travail soit nécessaire. La poliomyélite a été éliminée (dernier cas en 1997). Le taux de mortalité infantile a baissé de 242 pour 1000 naissances en 1977 à 125 en 2000.<sup>6</sup> Le coût de la santé est la raison majeure du manque d'accès à la terre, (46%)<sup>7</sup>, car les gens consacrent à la santé près de 20 dollars US par tête par an.

Les autorités gouvernementales ont réagi par des réformes dans le secteur de la santé. Ceci a abouti à une fréquentation accrue des centres de soins de santé et au doublement de la part de la santé dans le budget national, d'un million à 2,1 millions de dollars US en 2000. La réussite des réformes est toutefois toujours contestable car elle dépendra des effets d'autres facteurs tels que la modicité des salaires des fonctionnaires et la corruption.

Au cours de la dernière année, les dépenses pour la sécurité et la défense ont connu une baisse par rapport à des secteurs prioritaires tels que l'éducation, la santé, l'agriculture et le développement rural. Elles ont baissé de 62% du budget national en 1994 à 32% en 2001 contre 17 à 37% pour les secteurs sociaux.

### Questions du genre: le fardeau le plus lourd, bien sûr

Comme dans la plupart des pays en développement, les femmes et les enfants cambodgiens portent la majeure partie du fardeau, sans beaucoup d'appui des autorités gouvernementales. Les femmes constituent 51,8% de la population totale, mais n'ont pas de représentation proportionnelle dans les instances nationales de prise de décision. Sur les 122 membres de l'assemblée nationale, seulement 14 sont des femmes et sur les 24 ministres du gouvernement, on ne compte que 2 femmes. Parmi les 169.000 fonctionnaires, seulement 8% sont des femmes, concentrées à des postes sans prise de décision.<sup>8</sup> Davantage de femmes sont représentées dans les organisations et les agences de la société civile.

L'accès à des services de base tels que les soins de santé et l'éducation montre des disparités entre hommes et femmes dans les zones rurales.<sup>9</sup> Seulement 19,5% des hommes avaient accès aux soins de santé, contre 34% des femmes dans les zones rurales. Le taux de mortalité infantile était de 86 pour 1000 en 1999, alors que le taux de mortalité maternelle était de 473 pour 100.000 naissances, comparé à la moyenne régionale de 160, un des taux les plus élevés au monde. Plus de 50% des enfants âgés de moins de 5 ans sont mal nourris, rendant peu encourageantes les perspectives de renouvellement de la force de travail.

Il y a un nombre égal de filles et de garçons dans l'enseignement primaire, mais les filles ne constituent que 28% de l'effectif dans la 10<sup>ème</sup> année d'étude. En dépit des efforts des activistes, les autorités gouvernementales ont refusé de prendre des mesures politiques pour remédier à la situation. Par exemple, elles ont refusé de fixer un quota pour les femmes dans le code électoral. ■

SILAKA  
<silaka@forum.org.kh>

6 Health Rights Development 1991-2000, Présentation lors du 10<sup>ème</sup> anniversaire de l'Association cambodgienne pour le développement des droits humains, 5 décembre 2001.

7 Shawn William, Cambodian Land Research Report, 1999, Oxfam Research.

8 Cambodian Social-Economic Survey, 1999.

9 Cambodian Human Development Report 2000, PNUD.